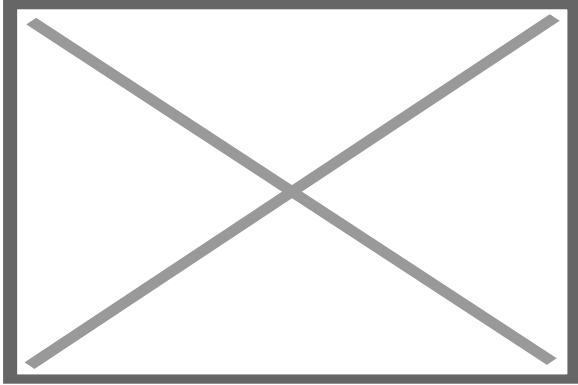


L'ONG palestinienne Al-Haq appelle à interdire aux colons violents l'accès à l'UE

## Description



JERUSALEM – L'ONG palestinienne Al-Haq a appelé mercredi l'Union européenne (UE) et l'ensemble des pays à interdire l'accès de leur territoire aux colons israéliens coupables d'exactions envers les Palestiniens, qui jouissent d'une impunité de fait.

L'ONG salue en outre les lignes directrices adoptées par l'UE – dont l'intégration dans un accord scientifique avec Israël – l'a fait l'objet d'un compromis – l'arraché mardi – excluant de sa coopération les institutions et entreprises israéliennes ayant des activités dans les territoires occupés.

Dans un rapport intitulé Une impunité institutionnalisée, cette organisation de défense des droits de l'Homme rappelle que chaque année en moyenne, plus de 400 agressions commises par des colons contre des Palestiniens provoquent des victimes ou des dégâts, selon l'ONU.

Les colons jouissent d'une impunité de fait pour les crimes contre les Palestiniens, et bénéficient de la protection des lois israéliennes, selon le texte, rappelant que moins de 10 % des enquêtes ouvertes par la police israélienne sur ces actes aboutissent à des poursuites.

Al-Haq précise que les Etats doivent s'assurer que ni leurs institutions ni leurs ressortissants ne fournissent de soutien, financier ou autre, aux colonies, groupes de colons ou colons individuels qui pourraient être impliqués dans des actes violents ou la propagation d'incitation à la haine.

L'ONG appelle ces Etats, en particulier les pays européens, à prendre des mesures restrictives pour interdire l'entrée sur leur territoire de colons impliqués dans de telles violences, soulignant une recommandation en ce sens en novembre 2012 du Comité de la politique étrangère et de sécurité commune (COPS) de l'UE.

Dans leur dernier rapport annuel rendu public en février, les chefs de mission des pays de l'UE à Jérusalem proposaient également que les Etats membres explorent la possibilité d'interdire l'accès aux colons violents notoires.

Le 18 novembre à Ramallah (Cisjordanie), le président français François Hollande avait repoussé une proposition d'une universitaire palestinienne de déclarer les colons mouvement terroriste en raison de leurs violences. M. Hollande lui avait répondu qu'on peut être dans l'illégalité sans être dans le terrorisme.

Lors de cette visite, le président palestinien Mahmoud Abbas avait remercié l'UE, et la France en particulier, pour l'adoption des lignes directrices sur la coopération avec Israël.

Al-Haq exhorte en outre les dirigeants palestiniens à prendre des mesures pour ratifier le statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et à adhérer à l'ensemble des traités internationaux.

Mahmoud Abbas s'est engagé en juillet à suspendre toute démarche d'adhésion aux organisations internationales, comme le statut d'Etat observateur à l'ONU obtenu par la Palestine le 29 novembre 2012 lui en donne le droit, pendant les neuf mois impartis aux négociations de paix avec Israël.

(AFP / 27 novembre 2013 16h43)

source: [Romandie](#)

**date création**  
2013/11/27